

Bonne & Sereuse Année 2014

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0106 du 07 au 13 Janvier 2014 - Prix : 250 F CFA

DÉVELOPPEMENT :

Le PFCTCAL, pour la réduction des barrières au commerce et au transport dans les ports et sur les routes du Corridor Abidjan-Lagos



Nouveau pont (Aného)

POLITIQUE : Vœux nouvel an



Le Président Faure Gnassingbé

Le chef de l'Etat convie tous les Togolais, à rester vigilants, à cultiver l'esprit de concorde et de cohésion nationale

P.3

BON A SAVOIR :
Règlement des litiges entre la CEET et les Clients (Article 26 du RTD)
Saisine de l'Autorité de réglementation par les Clients (Article 26.1 du RTD) P.2



Dr Gnané Djétéli, DG de la CEET

Gilchrist Olympio :

"C'est au sein du gouvernement, à la table de travail où se traitent les problèmes de notre nation" P.3

Collectif Sauvons le Togo (CST)

Polémiques puériles et choix hasardeux



Agbeyomé Kodjo

'Nous constatons avec déception qu'au sein de notre mouvement, les jeux d'appareils politiques et de positionnement précoce en vue de la prochaine échéance présidentielle de 2015, prennent le pas sur l'idéal républicain de mutualisation des énergies en vue du triomphe des légitimes aspirations de notre peuple', souligne M. Kodjo.

Suite page 6

Musique :

TOOFAN à Paris du 19 janvier au 9 février pour trois nouveaux clips



Le Groupe TOOFAN en action

P.2

Lisez-nous désormais sur le:
www.lemedium.info
avec:



Météo

Mardi 07 Janvier 2014
Matin:
Ciel peu nuageux
25°C
Après-midi:
Ciel peu nuageux
33°C

utbe.box

DEUX MODES D'ACCÈS
pour UN GRAND RACCOURCI vers votre compte.
Offre promotionnelle du 16 Novembre 2013 au 16 Février 2014
ACCÈS PAR INTERNET ACCÈS PAR TÉLÉPHONE

EDITO
UNE ANNÉE RESPONSABLE

Dans ses vœux de nouvel an - un message sobre et brillant- le président du Togo Faure Gnassingbé a insisté sur deux points fondamentaux.

Le premier est celui de l'action prioritaire qui doit être engagée pour améliorer la situation des plus faibles. Car si les indices économiques s'améliorent, il faut que ceux qui souffrent le plus soient les premiers destinataires de l'action collective.

Le second principe de l'action fauriste consiste à insister sur la responsabilité de tous et de chacun dans cette direction. L'Etat ne peut pas tout. Il faut que l'ensemble des acteurs de la vie collective se donnent la main car si l'assistance de l'Etat aux plus faibles est nécessaire, elle ne doit pas occulter le fait que chaque citoyen porte sa responsabilité dans cette voie.

Faisons tous ensemble de 2014 une année responsable et le Togo changera plus vite encore dans la bonne direction.

Koffi SOUZA
In Republicofotogo

Libre opinion :

Pétards et fusils aux plus pauvres des pauvres !

LES ENTRETIENS ont lieu dans deux usines asiatique et européenne, qui fabriquent, l'une des pétards, l'autre, des armes de guerre de tous genres !...

" Nous tournons à plein régime, 24 h sur 24 h, 7 jours sur 7, en cette fin d'année 2013, Et chez vous, cher ami ? ", demande le directeur de l'usine qui fabrique des pétards, exportés exclusivement vers l'Afrique...

Son confrère européen, qui fabrique des armes de guerre, lui répond :

" Nous tournons aussi à plein régime, 24 h sur 24, 7 jours sur 7, pour exporter nos armes, exclusivement vers l'Afrique... Vous savez, cher ami, les africains se tirent dessus à JOUBA, Kinshasa, Brazzaville, Kidal, Gao, Tombouctou, Mogadiscio, Bangui, Kano, Kaduna etc. , et nous devons satisfaire leur appétit à se zigouiller..."

Le Directeur de l'usine des pétards poursuit :

" Mais, mon cher ami, est-ce que vous comprenez ces nègres ? Ils n'ont pas à manger, ni d'eau potable à boire, mais ils pètent des pétards à longueur de journées et de nuits, en cette fin d'année 2013 ! Une boîte de cinq pétards coûte deux, cinq, ou 10.000 FCFA, ce qui peut leur acheter un, deux, trois ou quatre poulets ! Mais ils préfèrent le bruit des explosions pétaradantes qui leur pètent les tympanes..."

Son ami lui répond :

" Oh vous, vous parlez de tympanes ? Ils se tuent avec nos roquettes, nos kalachnikovs, nos obus, nos grenades, nos pistolets; et ce n'est pas seulement une question d'argent. Regardez nos nègres soudanais : ils ont du pétrole à gogo, mais ils se tuent pour le pouvoir ! Président et vice- Président de ce pays béni-maudit ne savent pas ce qu'ils vont faire de leurs milliers de morts ! Cher ami, produisez et vendez tout ce que vous pouvez à ces fichus nègres ! Moins ils seront nombreux sur cette terre, mieux cela vaudra pour nous!"

Dix mille (10.000) morts au Mali, 10.000 morts en Centrafrique, 10.000 morts au Congo Kinshasa, 30.000 morts au Nigeria, plusieurs dizaines de milliers de morts au Soudan (et ce n'est pas fini !), 500 morts au Congo- Brazzaville...qui dit mieux par rapport à notre continent noir ?

Quelques exemples se stupidités africaines pour nous édifier :

De janvier 2013 jusqu'à leur déroute par l'opération " SERVAL ", les islamistes maliens ont dilapidé 2600 milliards de FCFA, en achats d'armes, d'explosifs et autres ! Avec cet argent, ils auraient pu fleurir le désert malien et vivre peignards !

Au pays de Joseph KABILA, un faux prophète, du nom de Paul-Joseph Mukungubila Mutombo, lance des jeunes fanatisés sur des positions de l'armée congolaise, et laisse 240 morts sur le carreau ! Et le faux prophète continue à boire son champagne tranquillement, en croyant qu'à sa mort, il ira au paradis !

Au Nigeria, pays béni (puis maudit de Dieu), qui regorge de pétrole et de ressources minières, et est doté d'un climat idéal pour l'agriculture, avec ses fleuves, ses rivières, ses lacs...Mais le Diable a pris racine dans l'esprit de certains nigériens, qui se sont transformés en poseurs de bombes, en combattants d'un autre âge, fanatiques de la charia, comme si la charia a

jamais développé un pays ! Ils détruisent le nord de leur beau pays, et refusent de regarder vers la Mecque, où le pétrole coule aussi à flots, mais où il leur faut dessaler l'eau de mer avant de boire de l'eau douce ! Il y a la charia là-bas aussi, mais ils ne sont pas fous et ne détruisent pas leur pays par des bombes, des roquettes et des explosifs ! Il y a 70 ans, l'Arabie Saoudite n'était qu'un pays désertique, peuplé de bédouins illettrés, vivant sous des tentes !...Aujourd'hui, ils sont au paradis !

Moi, j'ai failli pleurer, ce 1er janvier 2014, quand j'ai interpellé un gosse de 10 ans à peine, qui lançait des pétards assourdissants dans ma rue ! Suivez plutôt le dialogue :

- Petit, tu as déjà mangé ? "...
- Pas encore ; maman prépare du riz, et nous mangerons dans moins d'une heure "... "
- Quelle viande allez- vous manger ? "...
- Du poulet congelé ; maman a acheté trois, hier... " ...
- Combien a coûté ton jeu de pétards ? "...



Dr David IHOU

- Deux mille francs ", laissa-t-il tomber, en balançant un autre pétard...

- Et petit, avec 2000 FCFA, cela te fait vingt œufs, et c'est plus nourrissant que vos trois poulets congelés ! "

Le garçon parut éberlué, regarda le reste de ses pétards, se gratta le crâne et s'en alla...

Les togolais ont dépensé près de 700 millions de FCFA pour l'achat de tous les pétards balancés du 20 décembre 2013, au 02 janvier 2014 !...

Nous donnons le peu de sous que nous avons, aux jaunes et aux blancs, et nous mangeons des poulets congelés importés, le 1er de l'an! La nuisance sonore et l'air pollué, c'est bon pour nous, les armes aussi... mais la prospérité c'est mieux pour les Blancs et les jaunes !

Dr IHOU David

Musique :

TOOFAN à Paris du 19 janvier au 9 février pour trois nouveaux clips

Master Just et Barabas, les deux grandes stars du Groupe TOOFAN s'envoleront le 19 janvier prochain pour Paris (France) où ils réaliseront trois nouveaux clips axés sur le "Gweta", ont-ils annoncé lundi.

"Gweta" danse est la nouvelle tendance à la mode ces derniers mois - après le +Cool Catché+ - belle invention de Master Just et Barabas.

Cette danse accroche toutes les catégories de personnes : enfants, jeunes, vieillards etc... Certaines autorités y compris des ministres et des diplomates n'hésitent pas à esquisser quelques pas de "Gweta" lors des manifestations festives.

"Les trois clips en gestation seront axés sur cette nouvelle tendance +Gweta+. Et c'est le plus beau cadeau que nous réservons aux togolais pour ce début d'année", ont confié Master Just et Barabas.

Ils séjourneront à Paris jusqu'au 9 février prochain, avant de mettre



le cap sur Lagos (Nigeria) pour trois featuring avec le groupe Flavour et Chedima.

"Nous ferons deux featuring avec le groupe Flavour et un autre avec Chedima", ont-ils précisé.

La sortie officielle du prochain album est prévue en avril prochain. Soulignons que Master Just et Barabas ont réalisé récemment deux autres nouveaux clips - non encore sortis - aux Etats-Unis.

Règlement des litiges entre la CEET et les Clients (Article 26 du RTD)

Saisine de l'Autorité de réglementation par les Clients (Article 26.1 du RTD)

21.1.1 Tout client ou groupe de clients peut saisir l'Autorité de Réglementation lorsqu'il estime que la CEET n'a pas rempli ses obligations au titre du Règlement Technique de Distribution.

21.1.2 La saisine ne peut être recevable que si le Client ou le groupe de Clients à :

- i) utilisé les procédures de saisine édictées à cet effet et disponibles dans les services de l'Autorité de réglementation ;
- ii) justifié auprès de l'Autorité de Réglementation qu'il a utilisé tous les moyens de dialogue direct avec la CEET ou lorsqu'il apporte la preuve que ses requêtes auprès de la CEET sont restées



Gnadè Djétéli, DG CEET sans réponse.

Source : Extrait du Règlement Technique de Distribution d'Energie Electrique (RTD) Février 2012



Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 22 37 86 99
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse,Casier N° 78

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Rédaction :
Jacques Komi SOLETE
Crédo TETTEH
Ekoué SATCHIVI
Dodo ABALO
Dezzy HUTCHNER
B. Ogouki ATAKPA
Infographie : JPB
Impression : ST Louis,
Doulassamé-LOME Tél :9012 3730
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Léo AYIVI (90 19 70 25)

Réclamez tous les mardis votre hebdomadaire "Le Médium" dans les kiosques et chez vos marchands de journaux.
Prochaine parution le mardi 14 Janvier 2014

SOGESTI
Intégrateur de Système d'information
Communication - Formation - Conseil
support@sogesti.net / www.sogesti.net

- www.emploi.togo
Recrutement et publication des emplois et formations.
- www.marchespublicstogo.com
Publication et consultation des appels d'offre et marchés publics et privés
- www.togoentreprise.com
Annuaire des entreprises et opportunités
- www.sogesti.net
Création de site web professionnel
Hébergement web et nom de domaine
Archivage et gestion électronique des documents
Formation en informatique et en management
Nous joindre sur le 22 20 05 53
E-mail: sogesti@gmail.com

POLITIQUE : Vœux nouvel an

Le chef de l'Etat convie tous les Togolais, à rester vigilants, à cultiver l'esprit de concorde et de cohésion nationale

DANS SON adresse habituelle au peuple togolais à la veille du Nouvel An, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a dans une franchise absolue convié tous les Togolais à rester vigilants, à cultiver l'esprit de concorde et de cohésion nationale " afin que le climat de paix dont nous jouissons aujourd'hui, se raffermisse davantage et que notre cher Togo renforce sa stabilité retrouvée ".

C'est l'essentiel du message du chef de l'Etat qui n'a pas manqué de rappeler non seulement au peuple togolais mais surtout à la classe politique dans sa diversité que 2014 " est une nouvelle page que nous sommes appelés à écrire ensemble ".

Pour Faure Gnassingbé, l'année 2014 devra être aussi celle au cours de laquelle " chaque Togolaise et chaque Togolais jouisse d'une bonne santé " et que " les togolais connaissent les joies de la réussite dans tous les domaines. " Tout en ayant " une pensée émue pour les malades ainsi que les démunis et tous ceux qui vivent dans la détresse et la solitude ", le Président de la République n'a pas manqué de rendre " grâce à Dieu pour les élections législatives que nous avons pu organiser en juillet et qui ont permis aux Togolais de voter le cœur en paix, en toute liberté et dans la transparence ", avant d'ajouter que " chacun a pu mesurer à cette occasion, le profond désir de tous les Togolais de franchir ce nouveau cap de notre processus démocratique dans la cohésion nationale ".

Abordant l'agenda politique national, le locataire du Palais de la Marina affirme que " les élections locales et la décentralisation font partie des défis majeurs que nous devons relever ". Il s'agit selon le chef de l'Etat de tout mettre en œuvre pour asseoir la démocratie de proximité sur une base pérenne.

Convaincu que les élections locales et la décentralisation nous ouvriront de nouvelles perspectives, Faure Gnassingbé avoue que " nous devons toutefois avancer de manière prudente mais résolue ". Ce que confirme largement les concertations engagées depuis quelques temps avec les partis politiques, les organisations de la société civile et les autres acteurs " en vue de parvenir à une feuille de route de la décentralisation au Togo ".

" Après les années difficiles, notre pays se porte de mieux en mieux sur le plan économique. Les signaux sont encourageants. Notre dur labeur et les sacrifices que nous avons consentis durant des années pour le redressement économique sont progressivement récompensés. C'est au nom de cette quête de prospérité et de progrès continuels pour le Togo et les Togolais que nous poursuivons sans répit la mise en place des infrastructures nécessaires au développement de notre pays. Les résultats dans ce domaine ne demandent qu'à être consolidés " a souligné également le chef de l'Etat dans son message de nouvel an à la nation togolaise.

Avant de reconnaître en être humain conscient qu' " en dépit des nombreux efforts qui ont été déployés par le gouvernement à divers niveaux, il y a sur le plan social des besoins urgents, des demandes pressantes, en particulier au sein des couches les



plus vulnérables ". Et les réponses à apporter sont selon le chef de l'Etat " le fruit du dialogue et de la concertation ". Pour y arriver, Faure Gnassingbé invite toute la classe politique et tout citoyen à faire constamment la part des choses et surtout à revoir nos échelles de priorités à la lumière de nos réalités sociales. En ce sens que " nous vivons dans un contexte où la lutte contre pauvreté et en particulier le chômage des jeunes est devenue une urgence de tous les jours et une question de survie pour de nombreux foyers ".

" Pour y remédier, les nouvelles mesures que le Gouvernement entend mettre en place toucheront directement les populations les plus vulnérables. Il faut en tout état de cause se rendre à l'évidence. La réalisation d'un mieux-être pour tous est une responsabilité collective. Elle n'incombe pas seulement au gouvernement. Chacun doit être à la tâche, en prenant à cœur d'apporter sa contribution pour consolider l'expansion économique et ses retombées sociales. Nous ne pourrions partager que ce que nous aurons pro-

duit ensemble " a renchérit le chef de l'Etat avant d'exhorter instamment ses chers compatriotes " à ne pas laisser les revendications corporatistes et les gains immédiats qu'elles visent déstabiliser les bases du développement pérenne que nous sommes en train de construire ".

Un message surtout à l'endroit de ses hommes politiques qui ne pensent qu'à détruire pour détruire dans l'expectative d'accéder au Pouvoir et de noircir toute action gouvernementale. Pour y parvenir donc, ces hommes politiques au lieu de réfléchir au bien-être des populations, de les appeler à l'amour du travail qui seul paie, préfèrent les déverser dans les rues hebdomadairement et faire ainsi d'eux des invalides, des inactifs, des limités dans la réflexion, des moutons de panurge.

Somme toute, le message du chef de l'Etat est un tout précieux qui approprié par tout un chacun de nous, fera naître un lendemain plus meilleur que celui qu'offre à longueur de journée et surtout à ceux qui veulent les entendre, nos chers opposants en

manque de stratégies et qui font la politique pour la politique. Ceux là qui aiment à longueur de journée critiquer sans pour autant disposer à accepter la moindre critique. C'est faire ainsi entorse à l'esprit démocratique qu'ils prétendent inculquer aux populations de notre pays et défendre toute leur vie.

Hier c'était Gilchrist Olympio et son parti qu'ils se sont amusés à pourfendre. Aujourd'hui, c'est Agbéyomé Kodjo et son parti leur cible. Tout simplement parce qu'ils n'ont pas pensé la même stratégie qu'eux en un moment. Voilà ils sont subitement devenus des loups, autrefois agneaux. Ceci s'appelle de la bassesse intellectuelle et politique.

De l'immaturation politique de ces hommes politiques limités et qui ne pensent qu'à eux-mêmes. Et qui surtout définissent leurs adversaires politiques comme ceux-là qui ne les suivent pas comme des moutons de panurge et qui tentent de réfléchir, de faire le distinguo entre le bien et le mal, le bon et le mauvais. Simplement, ils manquent de conviction et de foi en leur idéal. Ce qui donne de la petitesse à leurs actions. Ils tournent en rond et ne cessent de le faire. Naïvement, certains croient en eux, comme des faiseurs de miracles. Ils ont cependant oublié que la politique n'est qu'un moyen, non une finalité.

Heureusement que le chef de l'Etat leur a si bien rappelé dans la dernière partie de son message de nouvel an que " Rien de grand ne peut se faire sans la foi en nous-mêmes, sans la conviction profonde que Dieu est avec nous, qu'il nourrit de grands desseins pour notre peuple dont il accompagne chacun des pas avec

Bienveillance ".

Crédo TETTEH

GILCHRIST OLYMPIO : "C'est au sein du gouvernement, à la table de travail où se traitent les problèmes de notre nation"

" C'EST AU sein du gouvernement, à la table de travail où se traitent les problèmes de notre nation, que doivent s'affairer tous les démocrates imbus d'un idéal de progrès dépassant leurs ambitions politiques personnelles. Ce n'est que là, dans cette anti chambre du débat publique, que seront accomplies les petites avancées qui sont à la base des grandes transformations ", a déclaré Gilchrist Olympio, le président de l'Union des Forces de Changement (UFC) dans un message de vœux du nouvel an au Togo.

M. Olympio fait allusion au refus de certains partis de l'opposition de prendre part au gouvernement et de se lancer dans la rue.

L'UFC participe au gouvernement depuis mai 2010, suite à un accord avec le parti au pouvoir.

"La participation au gouvernement de l'UFC est pour nous l'une des voies essentielles pour peser sur la marche des changements en cours. Le Togo doit avancer quel que soit le prix individuel pour les uns et pour les autres. L'économie de notre pays doit se redresser. Et nous devons construire des institutions fortes pour enraciner la démocratie durablement au Togo", a souligné M. Olympio.

Son souhait "le plus cher" pour 2014, est de voir notre Togo "faire un pas de géant vers la démocratie, le progrès, et les idéaux de liberté des pionniers de l'indépendance".



Gilchrist Olympio, Président national UFC

"Nous devons tous y apporter notre contribution, avec courage, et persistance. Je saisis donc cette occasion pour inviter tous les démocrates Togolais à se réunir pour travailler à l'émergence d'un cadre institutionnel solide, à la réduction de la pauvreté, et au progrès économique de leur pays", a indiqué le président de l'UFC. Ce dernier ce dit "convaincu" qu'une "transition politique pacifique verra le jour au Togo dans un futur proche".

"Et lorsqu'elle viendra, au-delà de son importance symbolique, elle ne marquera que la continuation d'un renouveau politique, économique, et social qui aura été engagé dans les premières années de notre deuxième cinquantenaire. Pour assurer l'avènement de cette réalité, nous devons continuer avec conviction le travail difficile, lent, et parfois ingrat que nous avons commencé ensemble il y a trois ans", a souligné M. Olympio.

Le président de l'UFC est revenu sur les élections législatives de juillet, scru-

tin qui a permis au Togo de se doter d'une nouvelle Assemblée nationale.

"En dépit des résultats surprenants de cette consultation pour notre formation politique, notre objectif immédiat de démocrates Togolais est atteint. Pour la première fois de notre histoire récente, nous avons pu tenir un suffrage électoral où plusieurs partis se sont affrontés pour obtenir la confiance des Togolais sans aucune effusion de sang, sans violence et sans destruction de propriétés physiques : achèvement important pour un petit pays à l'histoire troublée. Nous avons reçu les félicitations de tous les démocrates à l'intérieur et à l'extérieur du pays", a-t-il poursuivi.

Pour ces législatives, l'UFC n'a remporté que trois sièges sur les 92 que compte le Parlement. En 2007, ce parti avait engrangé 27 sièges sur 81, avant d'être fragilisé par une crise interne.

"L'UFC, parti héritier de +l'Ablodé+, s'engage une fois encore à amener le bâton de pèlerin aux autres forces démocratiques du pays, afin de renforcer le contre-balancier à faire peser sur cette période critique de notre histoire où d'importantes réformes politiques et économiques construisent un cadre nouveau pour l'avenir", a souligné M. Olympio.

Zozo

RÉFORMES POLITIQUES/ME MOUHAMED TCHASSONA-TRAORÉ : "S'ACCORDER SUR LES MÉCANISMES CONSENSUELS" AVANT LES PROCHAINES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES



Me Mouhamed Tchassona-Traoré

Me Mouhamed Tchassona-Traoré, le président du Mouvement Citoyen pour la Démocratie et le Développement (MCD, opposition) a invité jeudi dernier, la classe politique togolaise à "s'accorder sur les mécanismes consensuels" pour les réformes politiques, avant les prochaines échéances électorales.

"Il est plus impérieux qu'avant les prochains défis électoraux, que la classe politique s'accorde sur les mécanismes consensuels conduisant à la poursuite des réformes institutionnelles et constitutionnelles en souffrance pour libérer l'avenir et les énergies", a déclaré Me Mouhamed Tchassona-Traoré dans un message de vœux du nouvel An aux togolais.

Selon lui, les togolais feront face à des "défis importants" à l'instar de la préparation des élections locales et présidentielles qui constituent un "enjeu très important" pour le pays.

"Il est urgent pour l'ensemble de la classe politique togolaise, de s'entendre sur les voies et moyens susceptibles de leur garantir un caractère transparent et pacifique. L'organisation des élections locales qui doit précéder celle présidentielle, est très importante, tant elle sera une belle opportunité de consolider la démocratie à la base, et conférer une autonomie de gestion aux collectivités décentralisées, conformément aux dispositions de notre Loi fondamentale", a-t-il souligné.

Le président du MCD est longuement revenu sur les divers événements qui ont secoué le pays durant 2013 notamment les incendies des marchés de Lomé et de Kara, les grèves dans l'administration publique et les marches de protestation de l'opposition.

"L'année 2013 a été aussi une année électorale pour notre pays (...). Ces élections, si elles se sont déroulées dans la paix et la sécurité, ont néanmoins révélé les failles de notre système électoral qui n'a pas permis véritablement de créer les conditions d'un débat parlementaire susceptible de renforcer davantage notre système démocratique", a affirmé Me Mouhamed Tchassona-Traoré.

"Au contraire, elles ont confirmé et galvanisé le manque de confiance entre les acteurs politiques, et créé le doute de nos populations dans le système électoral, en témoigne le fort taux d'abstention lors de ce scrutin. A cela s'ajoutent les querelles de crochets et le manque de vision dans la classe politique de l'opposition sur les stratégies d'actions afin de construire une dynamique unitaire, une des solutions pour l'avènement de l'alternance au Togo", a-t-il poursuivi.

Cependant, le MCD se "réjouit du fait que petit à petit, se construit la démocratie togolaise qui a besoin de l'apport de toutes et de tous pour sa consolidation". Le président du MCD n'a pas passé sous silence les recommandations de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR).

"La mise en œuvre des recommandations de la CVJR nous tient beaucoup à cœur. Nous prenons acte de la volonté des autorités togolaises pour l'avoir inscrit dans ses préoccupations en les confiant à un département ministériel". Il a exhorté les responsables de ce département à "tout mettre en œuvre, afin de rendre public dans les meilleurs délais le +Livre blanc+ devant contenir les engagements de l'Etat à mettre en œuvre ces recommandations."

Zozo

LES IMPORTANTES PHASES DU PROJET PFCTCAL

- *Les Négociations 28 septembre au 02 Octobre 2009
- *La signature de la Convention de partenariat : 19 Février 2010
- *La signature de l'Accord de financement : 07 Avril 2010
- *La signature de l'Accord subsidiaire : 14 Avril 2010
- *La mise en vigueur de l'Accord de don : 06 Aout 2010
- *Le début probable des travaux Janvier : 2011
- *La date de clôture prévisionnelle du projet : 30 Septembre 2016

LES DIFFERENTS DEPARTEMENTS ET SERVICES IMPLIQUES DANS LE PFCTCAL

- MINISTERE DES TRANSPORTS (Comité national de Facilitation)
- MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS (Direction générale des Travaux publics)
- MINISTERE E L'ECONOMIE ET DES FINANCES (Direction Générale des Douanes)
- MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE (Comité de mise en place du guichet unique du commerce extérieur)
- MINISTERE DE LA SANTE (Programme national de lutte contre le Sida et les IST)

RÉALISATIONS DU PROJET

1. Etude d'impact environnemental et social (EIES)
2. Plan d'action de réinstallation (PAR)
3. Processus d'indemnisation des populations affectées par le Projet
4. Mission de supervision et du contrôle de l'exécution des travaux du tronçon Aného-Sanvee-Condji frontière du Bénin
5. Construction de logements pour personne affectées par le Projet
7. Construction du pont d'Adjido-Aného

DEVELOPPEMENT : Le PFCTCAL, pour la réduction des barrières au commerce et au transport dans les ports et sur les routes du Corridor Abidjan-Lagos

DANS L'ESPACE Cedeao, un protocole établissant la libre circulation des personnes et des biens existe mais cependant n'est pas totalement respecté aussi bien par les agents que par les usagers des postes frontières, notamment les frontières terrestres et maritimes. Le non respect de ce protocole sur la libre circulation des personnes et des biens engendre d'énormes difficultés en matière de commerce et de transports dans les ports et aux frontières, plus précisément sur le Corridor Abidjan-Lagos en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Togo, et au Bénin.

Le coût total du programme dans les cinq (5) pays du corridor Abidjan-Lagos est estimé à environ 405,5 millions US\$.

Pour réduire justement ses barrières au commerce et au transport dans les ports et sur les routes au niveau du Togo, le Conseil d'Administration de la Banque Mondiale, a approuvé en avril 2010, le financement d'un projet à hauteur de 33 millions de dollars US avec une contrepartie financière nationale s'élevant à 05 millions de dollars portant ainsi le coût global du projet à 38 millions de dollars US.

Du financement de la Banque Mondiale, 06 millions ont été rétrocédés à l'Organisation du Corridor Abidjan-Lagos (OCAL) basée au Bénin pour le suivi de la performance du Corridor et la lutte contre le VIH/SIDA dans les 05 pays membres.

Ce financement obtenu donnait ainsi forme au Projet de Facilitation du Commerce et du Transport sur le Corridor Abidjan-Lagos (PFCTCAL).

LES OBJECTIFS SPECIFIQUES DU PFCTCAL

Les objectifs spécifiques du PFCTCAL doivent permettre d'améliorer l'effectivité des activités portuaires, de réduire le nombre de barrages routiers le long du Corridor Abidjan-Lagos, de réduire les temps de passage des frontières, de promouvoir les postes à contrôles juxtaposés et les procédures harmonisées, d'améliorer la qualité du réseau routier le long du Corridor Abidjan-Lagos et de réduire l'incidence du VIH/SIDA sur les communautés de transport situées le long du corridor Abidjan-Lagos et de suivre la performance du corridor.



Construction de nouvelles habitations afin de réinstaller les personnes affectées par le projet

De ces objectifs spécifiques, le PFCTCAL se décline en quatre composantes que sont la facilitation du commerce, l'amélioration de l'infrastructure routière du corridor, la gestion et coordination du projet et le programme de lutte contre le VIH/SIDA et le suivi de la performance du Corridor.

Signé le 7 avril 2010 par le Ministre de l'Economie et des Finances, Monsieur Adjii Otèth AYASSOR pour le compte du



Gare routière : zone verte au niveau des latrines

Gouvernement togolais et Mme Anca DUMITRESCU, Spécialiste Principal en Transports, Chargée de projet à la Banque Mondiale, le PFCTCAL a été mis en vigueur le 06 Août 2010. Il est programmé pour arriver à terme à fin septembre 2016.

Les ressources allouées sont prévues pour l'exécution de toutes les composantes du Projet. Cependant, la réalisation des activités de la composante " infrastructure routière " a fait ressortir quelques insuffisances dans l'étude des travaux et des retards importants dans l'exécution des travaux. Ce qui a amené le Projet à solliciter une réallocation des ressources. La requête soumise par la Coordination du Projet a reçu l'avis de non objection de la Banque Mondiale le 04 juin 2013 permettant ainsi d'achever les travaux d'infrastructure.

LE PLUS DE LA REALLOCATION

Il faut préciser ici que la réallocation a permis au Projet d'achever l'exécution des travaux d'infrastructure. Ce qui était même le soubassement de la requête adressée en son temps à la Banque Mondiale.

Toutefois, les activités programmées dans le volet " facilitation du commerce " et en particulier celles de la Douane ne disposent plus de ressources suffisantes à la date du 30 novembre 2013 pour être réalisées.

QUE DIRE DU PLAN DE TRAVAIL ?

Conformément au plan de travail actuel établi par la Coordination du Projet avec son partenaire, il est à noter que l'ensemble du projet est aujourd'hui exécuté malgré certains retards ayant touché la composante infrastructure.

du Commerce et du Transport sur le Corridor Abidjan-Lagos (PFCTCAL) que dirige Monsieur Essobozou M. AWADE, a pour but global de contribuer à la mise en place des systèmes de commerce et de transport plus efficaces et à faire appliquer une réglementation harmonisée dans la sous-région via une approche axée sur le corridor. Ce projet est mis en œuvre pour également faire office de plateforme pour le dialogue politique sur la facilitation du commerce intégrant des



Plateforme Commerciale : Vue marché

réformes de modernisation des Douanes et une amélioration de l'efficacité des ports.

A terme le PCFTCAL contribuera à faciliter le commerce et le transport sur le corridor routier Abidjan-Lagos et augmentera la compétitivité des ports qui y sont situés dont celui de Lomé.

Précisons que le PFCTCAL est cohérent avec le plan d'action formulé par le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) qui vise à améliorer les infrastructures de transports et de transit.

Résultats obtenus

1. Avancement global du projet. A environ 34 mois avant la date de clôture du Projet, le taux de décaissement du volet togolais est de l'ordre de 92,5% (soit une progression de plus de 40% sur les 12 derniers mois), pour un taux d'engagement de plus de 99%. Le taux global de décaissement du Projet (y compris OCAL) est de 85,2%. Des évolutions significatives ont été enregistrées, aussi bien pour la Composante A (Facilitation du commerce) que pour les travaux routiers, qui sont terminés. Le Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE) a fait l'objet d'un contrat de concession avec le groupe SOGET-Bureau Veritas. Le Gouvernement et les autres acteurs du secteur devraient à présent accorder une attention toute particulière à l'amélioration de la performance du Port.

2. Les cibles sont largement atteintes pour tous les indicateurs de performance liés à l'Objectif de Développement du Projet au Togo. En

ce qui concerne le temps de passage aux frontières (entrée au Togo), une importante amélioration a été enregistrée, en particulier à la frontière avec le Bénin. Ces avancées sont à mettre à l'actif des réformes engagées, dont la politique de performance au niveau des Douanes togolaises.

3. Pour ce qui est des indicateurs de résultats intermédiaires, le nombre de barrières physiques de contrôle le long des routes est de conforme au Togo avec 2 barrières. Enfin, pour ce qui est de l'état de la route, une mesure d'uni sur l'ensemble du Corridor Abidjan-Lagos a été effectuée courant février 2013 par l'OCAL, et montre que 80% de la route se trouve dans un état " Bon " ou " Acceptable ". Il est attendu que cet indicateur s'améliore davantage d'ici la fin du Projet avec la réalisation des travaux, y compris ceux en cours ou envisagés sur d'autres financements (dont une partie au Togo), conjuguée aux efforts entrepris dans chacun des pays pour l'entre-

tien des tronçons nationaux.

4. Des cinq (5) pays du corridor Abidjan-Lagos, le Togo présente le meilleur avancement des activités du Programme.

5. (Amélioration) : L'exécution de l'infrastructure routière du Corridor est quasiment terminée. La route et le nouveau pont ont été achevés et ouverts à la circulation. La réception provisoire des travaux est intervenue le 19 novembre 2013, et il ne reste plus que des activités résiduelles (levée des réserves par l'Entreprise et réception définitive des travaux).

6. La plateforme commerciale, la gare routière et le parking gros porteurs sont également achevés.

En ce qui concerne le Magasin d'Ecor, le Gouvernement devra prendre les dispositions pour financer l'aménagement de la voie d'accès, sur le budget national ou en collaboration avec d'autres partenaires techniques et financiers.

7. Pour la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) la mise en œuvre rigoureuse des prescriptions du PGES dans le cadre de ce projet a été un succès. En effet, tous les ménages affectés par l'exécution du projet ont eu satisfaction, soit en acceptant d'être réinstallés soit en recevant l'indemnisation requise.

8. Il ne reste aujourd'hui que la réinstallation des commerçants sur la plate-forme commerciale.

Crédo TETTEH

ECONOMIE : Les infrastructures économiques, un des axes de la SCAPE et véritable soubassement indispensable à la relance économique

VÉRITABLE SOUBASSEMENT indispensable à la relance économique, les infrastructures économiques font partie des axes de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE), adoptée par le gouvernement le 29 août dernier.

Unique cadre de référence des interventions de développement du Togo pour la période 2013-2017, la SCAPE est considérée par bon nombre d'économistes comme un document dont la mise en œuvre mettra sans nul doute, le Togo sur la voie de l'émergence économique.

"La SCAPE - si elle est mise en œuvre - fera également de la réduction de la pauvreté au Togo, une réalité", a déclaré Serge Marie N'guessan, le représentant résident de la Banque Africaine de Développement (BAD) au Togo.

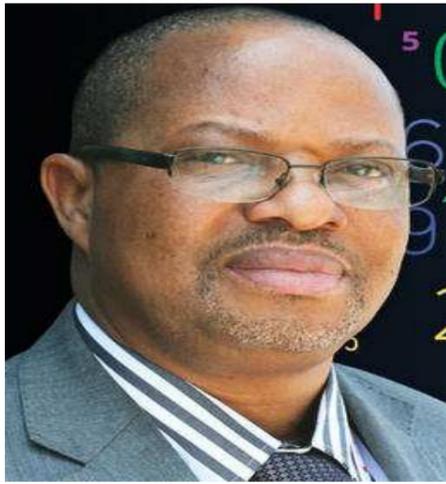
La SCAPE est l'intitulé du deuxième Document de Stratégie complète de Réduction de la Pauvreté (DSRP II), après des avancées notables enregistrées par le premier document (DSRP-C) notamment au plan politique, social et économique.

Le taux de croissance est passé de 3,4% en 2009 à 4,0% en 2010. Elle est estimée à 4,9% en 2011 et 5,6% en 2012.

La SCAPE: Une stratégie avec différentes +autoroutes+ ou +axes stratégiques+

"La SCAPE est une stratégie avec différentes +autoroutes+ que nous appelons +axes stratégiques+. Les différents axes sont tracés et concernent différents secteurs", a expliqué Koubalékota Kamaga, secrétaire Technique du DSRP.

Au total cinq axes stratégiques sont retenus pour la mise en œuvre de la SCAPE. Ils se complètent et interagissent pour réaliser l'orientation



Sémodji Djossou, ministre de la Planification

politique visant une croissance accélérée, inclusive et génératrice d'emplois:

-Le développement des secteurs à fort potentiel de croissance

-Le renforcement des infrastructures économiques

-Le développement du capital humain, de la protection sociale et de l'emploi

-Le renforcement de la gouvernance

-La promotion d'un développement participatif, équilibré et durable.

Dans le budget de l'Etat/gestion 2014, le montant total des ressources allouées à ces axes s'élève à 616,8 milliards de F.CFA, soit 74,3% du budget équilibré en recettes et en dépenses pour la somme de 832,7 milliards de F.CFA.

Nous mettons un accent particulier sur les infrastructures économiques ou +axe 2+, véritable soubassement indispensable à la relance économique. Le budget/2014 a consacré plus de 162,1 milliards de F.CFA (soit 26,3%) à cet axe.

Le Togo avec un patrimoine énorme d'infrastructures écono-

miques

Le patrimoine d'infrastructures dont dispose le Togo est énorme et constitue le soubassement indispensable à la relance de son économie. La SCAPE met un accent particulier sur le développement des infrastructures de transport, les infrastructures énergétiques et les infrastructures de postes et de télécommunications.

Les infrastructures de transport : Il s'agit du réseau maritime et fluvio-lagunaire, des infrastructures routières, du réseau ferroviaire et du réseau aérien.

L'Etat togolais entend investir plus de 1.000 milliards de FCFA à moyen et long termes pour l'extension des infrastructures portuaires.

Pour les infrastructures routières, le gouvernement ambitionne réaliser de gros investissements. Plus de 2.000 milliards de FCFA seront investis grâce à l'appui des partenaires au développement pour les cinq années à venir, pour la réalisation de plusieurs projets dont l'ouverture et la réhabilitation de pistes rurales.

Les principales routes transversales au corridor nord-sud seront également réhabilitées dont les voies Agou-Notsé-Tohoun, Atakpamé-Badou, Dapaong-Mandouri, Kabou-Guerin Kouka-Katchamba, Aného-Tabligo-Tsévié et Lomé-Vogan-Anfoin.

S'agissant du réseau aérien, le Togo entend disposer d'un réseau d'aéroports régionaux modernes. Le gouvernement a entamé depuis quelques mois, de grands travaux de la nouvelle aérogare de l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma de Lomé, grâce à une subvention de 75 milliards de F.CFA de la China Exim Bank.

"A la fin des travaux, nous dispo-

serons d'équipements les plus modernes en matière de supervision et de la sûreté", a souligné le Colonel Gnama Latta, Directeur de l'Aviation civile et Président du comité de pilotage du Projet.

Concernant le réseau ferroviaire, le Togo veut augmenter le trafic grâce à la nouvelle société d'Etat "Togo Invest Corporation" dont le véritable socle de développement repose sur le corridor de transport: un chemin de fer qui sera construit de Lomé jusqu'à Cinkassé sur une distance d'environ 760 km.

Les infrastructures énergétiques: L'Etat entend porter la capacité de génération de l'électricité de 161 MW en 2010 à au moins 300 MW en 2015 et 500 MW en 2020.

Les infrastructures de postes et de télécommunications: Ce secteur contribue à environ 5,7% au PIB. Le gouvernement veut faire du Togo, une vitrine dans la sous-région en matière de TIC (Technologies d'Information et de Communication) à l'horizon 2015.

L'accès au haut-débit ne sera plus un produit de luxe, mais plutôt un produit de grande consommation pour les ménages.

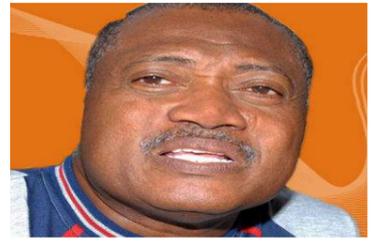
Toutes les actions menées dans le cadre de la réalisation de ces infrastructures économiques font appel à une main d'œuvre, d'où la création d'emplois : temporaire, occasionnel ou définitif.

Pour les grands chantiers d'infrastructures routières entamés ces dernières années, la main d'œuvre locale a été hautement sollicitée par les entreprises, même constat pour les travaux de modernisation du port Autonome de Lomé avec la construction du troisième quai.

Par exemple, le seul chantier de construction de la nouvelle aérogare de l'aéroport de Lomé a mobilisé plus de 400 employés dont 300 togolais.

Zozo

RÉFORMES POLITIQUES : JEAN-PIERRE FABRE APPELLE À UNE "SYNERGIE D' ACTIONS CONVERGENTES" DE LA CLASSE POLITIQUE



Jean-Pierre Fabre, le président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC, opposition) a invité la classe politique à une "synergie d'actions convergentes" permettant d'opérer avec "pragmatisme et responsabilité, les réformes institutionnelles, constitutionnelles et électorales préconisées, avec un accent prioritaire sur les aménagements institutionnels et de procédures nécessaires à l'organisation rapide des élections locales".

"Les élections locales sont nécessaires pour promouvoir la démocratie à la base et favoriser la mobilisation d'importantes ressources, notamment celles de la coopération décentralisée, qui permettront de doper le financement du développement de nos collectivités. L'ANC entend jouer, à ce rendez-vous du changement, un rôle à la mesure de sa détermination à mettre fin aux délégations spéciales qui constituent un frein à l'épanouissement des collectivités locales", a souligné M. Fabre dans message de vœux du nouvel An aux togolais.

Selon ce dernier, la réalisation de l'alternance démocratique en 2015 "nous appelle au rassemblement, à un engagement résolu sur le terrain, à une mobilisation de proximité qui touche les populations dans toutes les localités du pays, y compris dans les hameaux les plus isolés".

Les élections présidentielles sont prévues pour la fin du premier trimestre 2015.

"L'enjeu de la présidentielle en vue, nous commande de capitaliser de manière exhaustive, avec clairvoyance et dans la pleine écoute de l'appel instant et constant des populations togolaises, nos convergences et nos atouts, nos potentialités et nos capacités, nos forces et nos chances", a-t-il souligné.

"2015 sonne déjà aujourd'hui. Le moment est venu pour qu'ensemble nous œuvrions avec courage et en toute confiance, à la refondation d'une nation togolaise libre et digne, prospère, solidaire et fraternelle", a poursuivi le président de l'ANC.

Il s'est longuement appesanti sur les incidents des marchés de Lomé et de Kara.

"Nous ne finirons jamais de partager la douleur des victimes de ces actes odieux. Nous avons une pensée émue pour notre camarade Etienne Yakanou, innocemment embastillé comme tant d'autres et mort en détention à la gendarmerie nationale. Nous réitérons notre compassion à sa famille", a souligné M. Fabre, exigeant que les commerçants des marchés détruits, "soient pleinement indemnisés".

"Au nom de la vérité et de la justice, nous exigeons également la libération immédiate de toutes les personnes détenues arbitrairement et l'annulation de toutes les poursuites abusives engagées dans cette affaire d'incendies", a-t-il ajouté.

ECONOMIE: Le budget /2014 à "grandes innovations", rejeté par les principaux partis de l'opposition

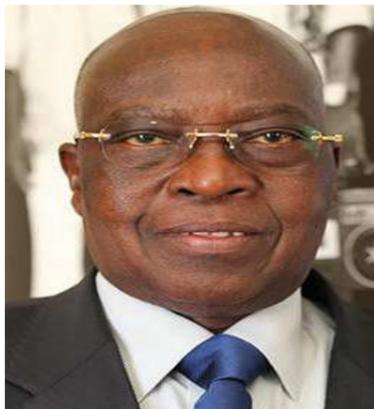
LE PARLEMENT a examiné et adopté le lundi 30 décembre 2013, le projet de loi de finances/gestion 2014, document rejeté par les principaux partis de l'opposition. Ce budget est équilibré en recettes et en dépenses pour la somme de 832,7 milliards de F.CFA contre 694 milliards de F.CFA pour l'année 2013, soit une augmentation d'environ 19,5%.

Qualifié de budget à "grandes innovations" par le ministre des finances et de l'économie Adji Ayassor, ce budget n'a pas été approuvé par les principaux partis de l'opposition représentés à l'Assemblée nationale.

Les députés du Groupe Parlement ANC-ADDI (Alliance Nationale pour le Changement /..) et ceux de la Coalition "Arc-en-ciel" ont rejeté ce budget. La seule député de "Sursaut National" a aussi voté contre cette loi de finances. Seuls les députés du Groupe parlementaire UNIR (Union pour la République, le parti au pouvoir) et de l'Union des Forces de Changement (UFC) l'ont adopté.

"Il est inadmissible et inacceptable pour nous de donner notre caution à un budget qui ne reflète pas la constitution de notre pays et qui ne respecte pas les directives de l'Uémoa (Union économique et monétaire ouest-africaine)", a affirmé Me Isabelle Améganvi, président du groupe Parlementaire ANC/ADDI.

Selon elle, la loi des finances/2014,



Le ministre Ayassor de l'Economie Jean Kissi, député coalition Arc-en-ciel

"ne prend pas en compte le chapelet de bonnes intentions que le Premier ministre a déclinées devant les députés le 18 septembre dernier. En plus, nous estimons que les grands axes sociaux qui posent problèmes dans notre pays et qui donnent lieu à des troubles sociaux ne sont pas pris en compte comme il devrait l'être et de manière assez responsable notamment les domaines de la santé et de l'éducation", a-t-elle souligné.

Elle a dénoncé pêle-mêle le budget d'environ 1,3 milliards de F.CFA alloué à la consommation d'électricité par la présidence et celui prévu pour la construction d'une "présidence annexe".

Le budget examiné et adopté se décompose en budget général pour 830,4 milliards de F.CFA et en compte d'affection spéciale pour un montant de 2,3 milliards de F.CFA.



Il est prévu une ligne de crédit de 101 milliards de F.CFA pour l'apurement de la dette intérieure de l'Etat contre 90,2 milliards de F.CFA en 2013, soit une augmentation de 14,5%.

"C'est un budget à grandes innovations. Et la plus grande innovation, est l'intérêt manifesté par le gouvernement dans les infrastructures économiques, plus particulièrement les infrastructures routières et puis la revalorisation des salaires", a indiqué le ministre des finances.

"Dans l'ensemble, ce sont ces deux secteurs qui ont bénéficié d'une attention particulière du gouvernement. Il a été accordé pour la masse salariale, 153 milliards de F.CFA contre 125 milliards de F.CFA en 2013. Pour les dépenses d'investissement, il a été accordé 260 milliards de F.CFA. Et c'est la preuve que le gouvernement a

tenu parole en investissant dans ces secteurs qui sont source de croissance", a précisé Adji Ayassor.

"Les autres secteurs, sont les secteurs sociaux : la lutte contre la pauvreté. Une attention particulière a été accordée aux activités génératrices de revenus pour les populations les plus démunies. Le gouvernement a tenu compte des revendications sociales, puisqu'il a été accordé 28 milliards de F.CFA au titre des différentes doléances qui ont été exprimées par les syndicats", a-t-il mentionné.

A en croire le ministre, le budget /2014 vise en priorité la poursuite de l'accélération de la croissance économique : l'investissement dans les secteurs à fort potentiel de croissance, la réhabilitation et la construction d'infrastructures routières, la restauration des capacités de l'Etat à fournir les services de base tels que l'éducation scolaire, l'eau, la santé et l'assainissement.

"Le gouvernement utilisera rationnellement les moyens mis à sa disposition par une observation encore plus rigoureuse des procédures budgétaires en matière d'exécution des dépenses, afin d'éviter tout dérapage dans le pilotage et la gestion des finances publiques", a promis M. Ayassor.

Dama Dramani, président de l'Assemblée nationale avait invité à l'occasion, le gouvernement à "faire davantage preuve de bonne gouvernance" et surtout, plus de "rigueur" dans l'exécution de ce budget.

ZOZO

FINANCES / UN BUDGET
RÉSOLUTION SOCIALLe ministre
Ayassor

La loi de finances 2014 a été adoptée lundi 30 décembre 2013 au soir par les députés. Le budget s'équilibre en dépenses et en recettes à 832,7 milliards Fcfa, soit une augmentation de 19,5% par rapport au précédent exercice.

Le ministre de l'Economie et des Finances, Adjé Otéth Ayassor, a indiqué que le budget cadrerait parfaitement avec les ambitions du gouvernement inscrites dans la stratégie de croissance accélérée et de la promotion de l'emploi (SCAPE).

Le lancement imminent de l'Office togolais des recettes (OTR) et l'amendement apporté au code général des impôts vont dans le sens d'une modernisation du système de taxation et du soutien à l'investissement privé. L'amélioration des recettes fiscales vont permettre de soutenir les couches les plus défavorisées, a ajouté le ministre.

Le budget 2014 vise en priorité à l'amélioration de la croissance. Il prévoit de nouveaux investissements dans les infrastructures routières, la restauration des capacités de l'état à fournir les services de base tel que l'eau, l'éducation, la santé et l'assainissement.

Les ressources allouées à la SCAPE s'élèvent à 616,8 milliards, soit 74,3% du budget. Le solde sera consacré aux crédits globaux et à l'amortissement de la dette publique.

La loi de finances prend également en compte les revendications sociales. 28 milliards sont accordés après les doléances exprimées par les syndicats.

FINANCEMENTS INTERNATIONAUX : LE TOGO DOIT PRENDRE SON DESTIN EN MAIN

Une partie des financements internationaux accordée au Togo n'est pas gérée directement par l'Etat, mais directement par les bailleurs de fonds ou par l'entremise de structures privées. Une situation pénalisante. Un constat dressé par la Banque mondiale qui vient de réaliser une étude sur le sujet. Ces pratiques présentent des risques : inefficacité, opacité et risques de détournements, souligne la BM.

L'étude s'inscrit dans le cadre de l'évaluation du système national de gestion des finances publiques en vue de son utilisation pour la mise en œuvre des projets d'investissement financés par les différents partenaires au développement.

'Pour ce qui concerne les projets financés par les partenaires au développement, il s'agit de trouver des mécanismes qui renforcent le contrôle des acteurs gouvernementaux sur les opérations exécutées', explique Hervé Assah, le représentant de la Banque au Togo.

Pour Mongo Aharh-Kpéssou, le secrétaire national aux Réformes, il est temps que le Togo prenne son destin en main.

'Nous voulons être maître de nos propres affaires. Comme le dit la Déclaration de Paris, chaque pays doit gérer lui-même les ressources et les partenaires doivent suivre les procédures nationales. Nous ne pouvons qu'adhérer aux recommandations formulées par la Banque mondiale', a-t-il déclaré. Reste maintenant à appliquer les directives contenues dans l'étude. La balle est dans le camp des bailleurs de fonds, ou du moins de ceux qui ne se sont pas encore conformés aux dispositions fixées par la Déclaration de Paris.

SANTÉ : L'Ong "Aimes-Afrique" a formé 150 agents de santé à Notsé et à Kara en "médecine humanitaire"

QUELQUE 150 agents de santé venus des 40 districts des 6 régions sanitaires du pays ont été formés ces derniers jours sur la notion de la "médecine humanitaire", initiative de l'Ong internationale "Aimes-Afrique".

Axée sur le thème : "Engagement des Agents de Santé dans l'atteinte des OMD au Togo : Problématique des Soins de Santé en Milieu Rural", cette formation s'est déroulée à Notsé et à Kara, grâce à l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (Oms) et du ministère de la santé.

A Notsé (environ 95 km au nord de Lomé), ce conclave a regroupé les 22 et 23 décembre, 75 agents de santé venus, des régions sanitaires des Plateaux, Maritime et Lomé Commune.

Quelque 75 agents des régions sanitaires des Savanes, Kara et Centrale ont été également soumis au même exercice les 28 et 29 décembre au Palais des congrès de Kara (environ 420 km au nord de Lomé).

Les participants ont planché sur trois grands modules : "Compassion



Photo de famille des participants à la formation de Kara

et Médecine humanitaire", "Compétences de leadership et le volontariat au sein du corps médical" et "Aimes-Afrique : La raison d'être".

"Chaque module comporte trois sous-thèmes. Donc au total 9 sous-thèmes ont été développés à chaque session de formation", a expliqué Dr Michel Kodom, président de l'Ong "Aimes-Afrique".

Les sous-thèmes abordés par les participants ont porté notamment sur "les relations humaines et la confiance en soi", la "médecine humanitaire : questions et enjeux", "la planification et la gestion du temps", "La maîtrise

de la raison d'être et l'identité de Aimes-Afrique", le "volontariat" et la "communication".

"Cette formation nous a permis de faire le point du rôle et surtout de l'engagement de l'agent de santé dans l'atteinte des OMD au Togo", a déclaré Dr Kodom.

"Cette série de formations va se poursuivre. Ce sera le tour des organisations de la santé (ordre des médecins, ordre des pharmaciens, ordre des chirurgiens dentistes, association des infirmiers, sage-femmes, assistants médicaux...). Les journalistes boucleront la boucle, car ces derniers sont

également censés connaître certaines notions liées à la santé", a souligné Dr Kodom.

Rappelons que "Aimes-Afrique" est la première Ong africaine spécialisée dans les activités médico-chirurgicales humanitaires.

Composée de médecins bénévoles, des spécialistes et des chirurgiens qui apportent des services hospitaliers gratuits et l'éducation de la santé aux populations des coins les plus reculés à travers l'Afrique, cette Ong a déjà à son actif plusieurs acquis : 300 missions médico-chirurgicales humanitaires, 10.000 interventions chirurgicales, et plus de 300.000 consultations.

La dernière mission médico-chirurgicale gratuite menée par l'Ong "Aimes-Afrique" remonte à septembre dernier dans la Préfecture de Zio (environ 35 km au nord de Lomé) où 190 patients avaient été opérés en chirurgie générale et gynécologie (Hernies, Fibromes, Prolapsus utérins, Hydrocèles) et en Ophtalmologie (Cataractes, Ptérygions, Chalazions). Au total 1.490 autres patients ont été soignés gratuitement.

CST : Polémiques puériles et choix hasardeux



Agbéyomé Kodjo

'Les polémiques puériles et la fronde ouvertes contre OBUTS au lendemain du scrutin législatif du 25 juillet 2013 sont constitutives aux manœuvres destinées à occulter les

injustices subies par notre formation politique, au déficit de solidarité au sein du Collectif Sauvons le Togo (CST) et à l'escroquerie manifeste dont notre parti a été victime'.

Agbéyomé Kodjo, le leader d'Obuts règle ses comptes avec ses alliés de l'opposition. Il se déclare déçu car, dit-il 'mon parti a œuvré avec humilité et une constance que quiconque serait en peine de démentir pour créer les conditions nécessaires pour une union forte, au sein de notre regroupement'.

L'ancien Premier ministre qualifie "d'hasardeux" les choix opérés par le CST.

'Nous constatons avec déception qu'au sein de notre mouvement, les jeux d'appareils politiques et de positionnement précoce en vue de la prochaine échéance présidentielle de 2015, prennent le pas sur l'idéal républicain de mutualisation des énergies en vue du triomphe des légitimes aspirations de notre peuple', souligne M. Kodjo.

ECONOMIE

Le Togo planche sur un nouveau code minier



Les autorités togolaises travaillent sur un projet de nouveau code minier avec l'ambition d'accroître la transparence dans l'octroi des permis, de mieux prendre en compte l'environnement et de revoir la fiscalité en matière d'exploitation du sous-sol.

Aujourd'hui, le code minier, élaboré il y a près de 30 ans ne donne satisfaction à personne, ni aux associations de riverains des sites qui défendent l'environnement et veulent bénéficier des retombées financières, ni aux industriels qui se plaignent de l'absence de règles précises.

Pour le ministre des Mines et de l'Energie, Noukopou Dammipi l'objectif est de marier l'écologie, l'économie et une meilleure qualité pour la population.

L'ambitieux chantier de la modernisation de la réglementation minière va bénéficier du concours des experts de la Banque mondiale Un expert recruté par l'institution séjourne actuellement au Togo.

Une nouvelle mouture sera présentée en mars 2014 au gouvernement.

FAT : Le Colonel M'Ba et le capitaine de vaisseau Adjo aux commandes de l'armée de terre et de la marine nationale

LE COLONEL M'Ba Koffi Batanda et le capitaine de vaisseau Adjo Vignon Kwassivi ont pris officiellement ce vendredi, respectivement les bâtons de commandement de l'armée de terre et de la marine nationale..

Diplômé de l'Ecole d'Etat major nationale de Koulikoro (EEMNK) au Mali - une référence sur le continent en matière de formation militaire - le Colonel M'Ba succède au colonel Abalo Kadangha, nommé général de Brigade et chef d'Etat major général des Forces Armées togolaises (FAT).

Le nouveau chef d'Etat major de l'armée de terre était à la tête du régiment commando de la garde présidentielle avant sa nomination.

A la marine nationale, le capitaine de vaisseau Adjo Vignon Kwassivi remplace le capitaine de



Vaisseau Takougnadi Nayo, désormais Chef d'Etat major particulier du président de la République.

Diplômé de l'Ecole navale de Brest (France), le capitaine de vaisseau Adjo est le 4ème chef d'Etat major de la marine nationale

Rappelons que les bouleversements à l'Etat major des FAT sont

intervenus le 27 décembre dernier, suite à une série de décrets pris par le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé.

Le plus important départ est celui du général Atcha Titipkina de la tête de l'Etat major général de FAT. Il occupait ce poste depuis décembre 2010.

FOOTBALL: UEFA-CHAMPION'S LEAGUE, LES 1/8 DE FINALE

DU 18 FÉVRIER au 19 mars se dérouleront les 1/8 de finale de la Champion's league européenne.

Après le tirage au sort qui n'a pas épargné bien de grands clubs, voici quelques combinaisons qui vont retenir l'attention des amoureux du ballon rond sur l'échiquier du football européen au niveau de la plus prestigieuse des coupes d'Europe, de chaudes empoignées en perspectives.

-Manchester City-FC Barcelone

Le 18 février prochain, toute la planète foot se tournera vers l'Etihad Stadium de Manchester city pour une confrontation de titans entre les Citizen de Pelligrini et les Blaogranas de TATA Martinez.

Une opposition de deux styles qui risque de laisser des traces pour la suite de la compétition. En effet, Yaya touré et les siens auront fort à faire malgré leur bonne forme du moment en premier league anglaise devant les Messi et Neymar qui auront à cœur de se racheté de leur déconvenue de la saison passée où ils se sont faits broyés par les Munichois (7-0 sur l'aller-retour).

Barcelone demeure une légende du football européen et City avec ses stars comme Aguerro, Negredo ou encore Yaya Touré pourront faire un grand coup dans cette compétition s'ils arrivaient à sortir le grand Barca par la petite porte sur cette double confrontation.

-Bayer Leverkusen-Paris Saint-Germain

Les Allemands du Bayer Leverkusen défieront les galactiques du PSG avec à leur tête le grand Zlatan Ibrahimovic. Les allemands qui traversent des périodes difficiles en championnat tenteront de sauver leur saison devant le PSG qui plane sur le

championnat de France. Même si cette confrontation semble pencher en faveur des français sur le papier, tout peut se passer dans cette double opposition pour une place en quart de finale.

-AC Milan-Atlético Madrid

La confrontation entre Italiens et Espagnols risquent de tourner au vinaigre car le Milan se trouvant dans le ventre mou du classement dans le calcio doit se racheter aux yeux de ses supporters via la champion's league et ce ne sera pas chose aisée devant la formation combative espagnole de l'Atlético Madrid

-Arsenal-Bayern Munich

Les gunners d'Arsenal vont jouer le match de leur vie contre les champions en titre Bavarois sur cette double confrontation qui commence à l'Emirat pour finir à l'Alliance Aréna de Munich.

L'Histoire retiendra que les gunners demeurent la seule équipe à avoir battue les allemands lors de l'édition précédente et de surcroît en terre allemande. Donc les protégés de Pep Guardiola prennent très au sérieux cette rencontre à couteau tiré contre les jeunes loups de Arsène Wenger qui font preuve d'une forme éblouissante en premier league anglaise. Ce sera une confrontation entre premier de leur championnat respectif.

Même si les gunners ont battu les Munichois la saison passée, les données ont changé cette année et le Bayern semble plus aguerrie que l'année du titre.

-Zenit Saint-Petersbourg-Dortmund

Les vices champions en titre devront se frotter aux russes du Zenit pour espérer rééditer leur exploit de la saison passée.

Dans le froid glacial du Zénit, les coéquipiers de Lewandosky devront d'abord combattre le froid avant de s'attaquer au match proprement dit. Le score du match aller permettra peut-être aux allemands d'espérer une qualification sur le match retour. Jurgen Clupp et ses joueurs peuvent s'en sortir s'ils négocient bien le match aller.

-Olympiakos-Manchester United

Nul doute que les grecs d'Olympiacos ne pouvaient bénéficier d'un tirage aussi clément pour les 1/8 de finale.

En effet, avec un Manchester United dubitatif et moins convaincant, les grecs auront peut-être la chance de s'assurer une place en 1/4 de finale si la réforme mancunienne continue.

De l'autre côté, Man United aussi est veinard sur ce tirage car les joueurs de David Moyes presque en état de décomposition en championnat pourront grâce à cet adversaire qui n'est pas un ogre du foot européen se refaire une santé en attendant des jours meilleurs au niveau du championnat.

-Galatasaray-Chelsea

Entre Galatasaray et chelsea, c'est une histoire de " je t'aime, moi non plus ". En effet, José Mourinho en prenant les rênes de chelsea avait voulu de toutes ses forces recruter Didier Drogba comme attaquant de pointe en remplacement de Fernando Torres mais les dirigeants turcs n'ont pas voulu céder Drogba et voici que le sort va les confronter sur deux rencontres décisives pour la suite de la saison.

Chelsea sur le papier, à la faveur des pronostics mais Mourinho n'a plus son effectif de sa première à Chelsea et Mancini avec ses joueurs peuvent profiter de cette instabilité défensive des anglais pour parvenir en 1/4 de finale.

Au delà du match, ce sera une confrontation entre Drogba et ses anciens coéquipiers de chelsea qu'il a emmené au sommet du foot européen avec le couronnement suprême en champion's league.

-Schalke 04-Real Madrid

Les Allemands du Schalke 04 devront défier les dieux pour se défaire d'un Real aux ambitions immenses cette saison en champion's league. En effet, la maison blanche court derrière ce trophée depuis bientôt 10 ans et semble fatiguer de toujours jouer les seconds dans une compétition à sa portée. Cristiano Ronaldo et les siens veulent frapper fort pour faire taire les critiques et malheureusement, Schalke 04 est sur leur passage et ils devront s'en défaire pour retrouver leur lustre d'antan.

Au vu de cette présentation sommaire des différentes confrontations des 1/8 de finale de la champion's league, il fait bon d'être premier de son groupe pendant les matches de poule pour bénéficier de la clémence du tirage et recevoir à domicile au match retour. Tous les grands sont présents et prêts pour la bataille mais beaucoup y laisseront leur peau car même les petites équipes ont des potentielles incroyables en football surtout en champions' league.

Au soir du 19 mars, vous nous en direz sûrement des nouvelles.

Jacques SOLETE

Zozo

FINANCES / PROPOSITION POLITIQUEMENT MAL-ADROITE



Prof Kako Nubukpo

L'idée avancée récemment par Hubert Védrine, ancien ministre français des Affaires étrangères, d'élargir la zone CFA à l'Angola et au Nigeria n'a pas de sens. C'est un projet anachronique en plus d'être économiquement inefficace et politiquement mal-adepte. C'est le point de vue exprimé lundi par Kako Nubukpo, le ministre togolais de la Prospective, dans une tribune publiée par Jeune Afrique (N° 2765 du 6 janvier 2014). Pour M. Nubukpo, l'élargissement de la zone franc irait à contre-courant du discours sur la rénovation des relations entre la France et le continent africain.

ÉDUCATION : UN STATUT PARTICULIER DE L'ENSEIGNANT À L'ÉTUDE

L'Union des syndicats de l'éducation du Togo (USET) a appelé l'ensemble de ses adhérents à reprendre les cours dès lundi, jour de la rentrée scolaire. L'USET, en pointe depuis plusieurs mois pour exiger du gouvernement de meilleures conditions de travail et de rémunération, a repris les négociations avec le gouvernement. En discussion, l'adoption éventuelle d'un statut particulier de l'enseignant qui comprendra, notamment, 14 primes ainsi que des mesures pour l'amélioration de la fonction. Ce statut particulier devrait être adopté au plus tard fin mars pour accélérer les décrets d'application.

FINANCEMENTS VERTUEUX



La Banque ouest-africaine de développement (BOAD), institution commune aux Etats membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) finance des projets de développement portés à la fois par le public et les entreprises privées. Elle souhaite améliorer ses services et le suivi des financements pour s'assurer qu'ils profitent en priorité aux populations. Tel est le message délivré par le président de l'institution, Christian Adovelande à l'occasion d'un séminaire consacré à l'examen des impacts socio-économiques de 7 projets d'aménagements hydro-agricoles financés par la Banque dans 4 pays, Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal. Les conclusions doivent servir d'exemple pour les autres opérations engagées dans la zone, notamment au Togo. "Cette évaluation doit permettre d'améliorer la planification des futurs projets, non seulement dans le domaine hydro-agricole, mais dans les autres secteurs d'intervention de la BOAD", a déclaré M. Adovelande. Les projets ayant bénéficié d'un ancrage institutionnel étatique fort ont toujours donné de meilleurs résultats en terme de durabilité, a souligné le président de la Banque invitant les Etats bénéficiaires à mener systématiquement des évaluations...

Nos remerciements aux agences savoirnews, airepress et republi-coftogo pour leur collaboration

CULTURE : Edem Kodjo expose bientôt sa collection privée d'œuvres d'art

EDEM KODJO, ancien secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), devenue Union Africaine, et ancien Premier ministre du TOGO, exposera des œuvres d'art de sa collection privée du 10 au 24 janvier 2014, au Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF TOGO 2000).



Edem Kodjo, Président "PAX AFRICANA"

Selon lui, l'idée d'exposer une partie de cette collection répond essentiellement au désir de partager, c'est une forme d'invitation publique dans l'intimité d'un homme d'Etat.

Homme d'Etat, Edem Kodjo est aussi écrivain, et collectionneur d'art.

Il préside depuis quelques années la fondation du Forum panafricain pour la Paix et le Développement en Afrique (PAX AFRICANA) basée à Lomé.

Une centaine d'œuvres de la collection d'art d'Edem KODJO seront ainsi exposées. Cette collection est composée de peintures, sculptures, dessins, gravures, lithographies, d'artisanat.

"L'exposition fait une bonne place aux artistes plasticiens togolais les plus talentueux de ces cinquante dernières années. Elle accueille également des "œuvres d'artistes du continent africain et du monde", a expliqué Kossi Assou, le commissaire de l'exposition.

EDUCATION/ Scolarisation : Initiative du gouvernement et de l'Unesco

LE MINISTÈRE de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation, en partenariat avec le ministère des Enseignements primaire et secondaire et avec l'appui de l'UNESCO vient d'apporter un soutien en bourses d'étude et en fournitures scolaires aux jeunes filles issues de familles démunies.

D'ici mars 2014, elles seront 1016 à en bénéficier, dont 70 étudiantes.

Dédé Ahoéfa Ekoué, la ministre de la Promotion de la femme, a présidé vendredi deux cérémonies à Baguida et à Bè en faveur des 380 premières filles du primaire et du secondaire sélectionnées.

Au delà des cantons de Bè et de Baguida, le projet cible d'autres communautés à faible taux de scolarisation dans les préfectures de Dankpen, de la Kéran, et de Vo.

Lors de son intervention, Mme Ekoué a rappelé quand bien même que les femmes représentent plus de 51% de la population togolaise, elles sont sous représentées dans nombre de secteurs clés. A l'origine de ces disparités, la sous scolarisation des filles.

L'indice de parité fille/garçon est de 0,9 dans l'enseignement primaire, de 0,6 dans le premier cycle du secondaire et de 0,4 dans le second cycle du



Mme Dédé Ahoéfa Ekoué, ministre de l'Action Sociale

secondaire. En considérant les universités de Lomé et de Kara, les statistiques indiquent qu'au niveau du supérieur, il y a trois fois plus d'étudiants pour 100.000 habitants chez les hommes que chez les femmes

Pour la ministre, cette situation est en grande partie due à certaines considérations socioculturelles fondées sur la division sexuelle du travail qui amènent des parents, face aux difficultés financières, à opérer des choix aux dépens des filles lorsqu'il s'agit de scolariser leurs enfants. Et, au nom de ces considérations, certaines familles pensent, à tort, que la place de la femme est au foyer et de ce fait, que la place d'une fille n'est pas à l'école.

Pour toutes ces raisons, le ministère de l'Action sociale et de la Promotion de la femme a décidé d'apporter un soutien concret en faveur des écolières et des lycéennes dont les parents éprouvent des difficultés à faire face aux frais de scolarité.

TERRAIN RURAL A VENDRE

Le terrain indiqué se trouve au lieu dit Atchavé (Préfecture de ZIO), sur la route de Gblinvié à moins de 10 km à l'Ouest de Tsévié.

La surface est de cinq (05) hectares à un prix intéressant.

Contacts : 91 91 35 89 ou 97 28 33 70

Votre promotion **utb e.box** jusqu'au **16 Février**

Directement et en temps réel glissez-vous au plus près de vos finances.

Accès par téléphone

Accès par internet

Pour 2014, recevez les meilleurs et les plus sincères vœux de votre Banque.

À vous et à vos proches, nous faisons le souhait d'une année de Réussite, de Bonne Santé et d'Épanouissement.



Cette année 2014, NOS 50 ANS.

Une année importante pour nous et durant laquelle nous serons encore plus à l'écoute, dans le partage et dans l'échange.

Votre Banque vous remercie de votre fidélité et pour les années à venir, nous envisageons le meilleur... Avec Vous...

EXCELLENTE ANNÉE À VOUS TOUS.

 **Union togolaise de banque**
 Votre satisfaction fait notre réputation

Bvd. du 13 Janvier Nyékonakpoè Tél : 22 23 43 00 /01 / 22 23 44 00 Fax: 22 21 22 06 utb.tg utbsdg@utb.tg